Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

Secrétaire de la politique de sécurité

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Magnin, Chloé

Bevorzugte Zitierweise

Magnin, Chloé 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Secrétaire de la politique de sécurité, 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 14.08.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Militäreinsätze	1

Abkürzungsverzeichnis

VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
SEPOS	Staatssekretariat für Sicherheitspolitik
IBV	Internationale Beziehungen Verteidigung
RUAG	RüstungsUnternehmen AktienGesellschaft
NCSC	Nationales Zentrum für Cybersicherheit

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
SEPOS	Secrétariat d'État à la politique de sécurité
RID	Relations Internationales de la Défense
RUAG	RüstungsUnternehmen AktienGesellschaft
NCSC	Centre national pour la cybersécurité

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Militäreinsätze

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.2023
CHLOÉ MAGNIN

Deux c'est assez, trois c'est trop ? Pas pour le nouveau **secrétariat d'Etat à la politique de sécurité** (SEPOS) qui est sous pression depuis l'affaire RUAG. En effet, après trois échecs un quatrième candidat s'est révélé pour assurer la nouvelle fonction de Secrétaire d'Etat. Viola Amherd a convaincu ses collègues d'ouvrir ce nouveau secrétariat d'Etat au début janvier 2024. En résumé, le secrétariat d'Etat sera responsable de la mise en œuvre de la stratégie de politique extérieure de la Suisse. Comme l'armée est déjà dotée d'une section chargée des relations avec l'étranger – les RID –, certain.e.s politicien.ne.s étaient sceptiques face à la création de cet organe prestigieux. Toutefois, la Valaisanne a tenu bon et a obtenu le feu vert du collège gouvernemental pour la création d'un nouveau secrétariat d'Etat, le sixième à Berne mais le premier pour la défense.

Dès la fin août, des spéculations autour du futur Secrétaire d'Etat se sont propagées. Alors que Viola Amherd avait sa favorite, la majorité a considéré que Päivi Pulli, directrice de la politique de sécurité au DDPS, avait un profil trop «internationaliste», ce qui a conduit au rejet de sa candidature. Ainsi, Jean-Daniel Ruch, diplomate de carrière a été nommé Secrétaire d'Etat de Viola Amherd. Il est originaire de Moutier et était jusque-là ambassadeur de Suisse en Turquie. Mais, «coup de tonnerre chez Viola Amherd», elle «ne veut plus de son Secrétaire d'Etat», rapportait Le Temps le 26 octobre. «Des «activités problématiques d'ordre privé» sont remontées à la surface récemment» et ont justifié son retrait du SEPOS.

En novembre, alors que le temps commençait à manquer, la NZZ annonçait que des rumeurs au sujet de Thomas Greminger tournaient. En effet, la candidature de l'ambassadeur à la tête du Geneva Centre for Security Policy (GCSP) était suspectée. Cependant, il se serait retiré des sélections après avoir refusé de se soumettre à un contrôle de sécurité, rapportait Le Temps du 2 décembre. «Ce secrétariat d'Etat prend un mauvais départ et le Conseil fédéral ne peut plus le corriger, même s'il nomme encore à la dernière minute un chef qui assumera effectivement cette fonction», avançait Josef Dittli (plr, UR) le 18 décembre, alors que personne n'avait encore été engagé pour l'entrée en fonction au premier janvier 2024.

Et finalement, «das war mit Sicherheit last minute», publiait le Blick le 23 décembre après l'acceptation de **Markus Mäder** d'enfiler l'uniforme de Secrétaire d'Etat. Le brigadier de 52 ans était jusque-là directeur des relations internationales de la défense au DDPS. Avec Päivi Pulli à ses côtés en tant que suppléante, il aura la responsabilité de rendre la politique de sécurité «cohérente», comme publiait le Blick.

Pour le 24 Heures du 23 décembre, «Viola Amherd éteint un feu, mais l'incendie couve encore». En effet, Fabien Fivaz (vert-e-s, NE) affirme que de nouvelles difficultés restent à affronter: «Afin de donner de la consistance au SEPOS, le département pourrait enlever du personnel et des compétences au NCSC. C'est inacceptable vu son importance.» Mais la NZZ relativise, «avec le chef de l'armée Thomas Süssli, et le chef de l'armement Urs Loher, Markus Mäder assurera la solidité de l'armée sur le long terme.»¹

1) NZZ, 23.8.23; LT, 30.8.23; 24H, LT, NZZ, 16.9.23; LT, Lib, NZZ, 26.10.23; NZZ, 23.11.23; LT, 2.12., 18.12.23; 24H, Blick, LT, NZZ, 23.12.23